

Identification	
Unité de formation : Droit international et européen Activité d'enseignement : Droit international et européen Cours : Éléments de droit européen	Section : DRT C
Nombre de périodes : 40/70	Nombre de crédit ECTS :
Dossier pédagogique : 713502U32D1	N°UF : 920-2
	Unité déterminante : N

Description
<p><b>Capacités préalables requises</b> <i>Extrait du dossier pédagogique inter-réseaux</i></p> <p><u>Capacités</u></p> <p><b>En droit constitutionnel,</b> <i>En disposant des textes législatifs et de la documentation ad hoc:</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <i>face à une disposition légale donnée:</i> <ul style="list-style-type: none"> <li>○ la situer dans la hiérarchie des normes ;</li> <li>○ en définir son caractère principal et sa portée ;</li> <li>○ identifier la juridiction compétente pour vérifier sa légalité ;</li> </ul> </li> <li>• analyser un article-clé de la Constitution relatif aux libertés publiques, en expliciter la portée pratique et émettre un commentaire argumenté ;</li> <li>• identifier le rôle constitutionnel d'une institution publique ;</li> <li>• émettre un avis circonstancié sur une réforme récente relative à l'organisation constitutionnelle des collectivités belges.</li> </ul> <p><b>En droit civil: les personnes</b> <i>Compte tenu de son niveau de formation, face à des situations juridiques standards concernant les personnes et la famille, par le recours aux règles de droit civil les régissant, en utilisant le vocabulaire adéquat et en disposant de la documentation ad hoc,</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• analyser et abstraire la situation juridique correspondante ;</li> <li>• prévenir les litiges qui y sont relatifs ;</li> <li>• structurer et justifier la démarche juridique mise en oeuvre en regard des éléments théoriques et de la jurisprudence.</li> </ul> <p><b>En droit civil: les biens et les obligations</b> <i>Compte tenu de son niveau de formation, face à des situations juridiques standards concernant les biens, les obligations et les contrats, par le recours aux règles de droit civil les régissant, en utilisant le vocabulaire adéquat et en disposant de la documentation ad hoc,</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• analyser et abstraire la situation juridique correspondante;</li> <li>• prévenir les litiges qui y sont relatifs ;</li> <li>• structurer et justifier la démarche juridique mise en oeuvre en regard des éléments théoriques et de la jurisprudence.</li> </ul> <p><b>En recherche, traitement et validation de l'information juridique</b> <i>A partir d'une situation caractérisée par des problèmes juridiques standards et dans le respect des consignes données,</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• identifier de façon autonome un objectif de recherche ;</li> <li>• effectuer une recherche en fonction des trois sources du droit : législation et réglementation, doctrine, jurisprudence ;</li> </ul>

- trier et sélectionner les informations juridiques pertinentes ;
- en donner une synthèse pragmatique, propre à la prévention ou à la résolution de la problématique ;
- présenter un fonds documentaire juridique de base ;
- décrire les outils nécessaires au développement et à l'actualisation des connaissances nécessaires à l'exercice de sa profession.

#### Titre pouvant en tenir lieu

Les attestations de réussite des UF **713802U32D1** « Droit constitutionnel », **713202U32D1** « Droit civil : les personnes », **713203U32D1** « Droit civil : les biens et les obligations », **713001U32D1** « Recherche, traitement et validation de l'information juridique » classées dans l'enseignement supérieur économique de type court.

#### **Contenu du cours**

*Extrait du dossier pédagogique inter-réseaux*

L'étudiant sera capable :

*En disposant de la documentation ad hoc,*

- de cerner les grandes étapes et les principaux enjeux de la construction européenne (Union Economique et Monétaire (U.E.M.), élargissement, politiques communes, coopération avec d'autres organisations internationales, ... ) ;
- d'identifier les institutions européennes et leur rôle ;
- de décrire l'appareil normatif de l'Union européenne et son articulation avec le droit national ;
- d'analyser et d'appliquer à des situations simples les principes communautaires notamment en matière de :
  - droit de la personne : citoyenneté européenne, égalité, protection sociale, libre circulation (déplacement, séjour, établissement),
  - droit de l'environnement,
  - droit de la consommation,
  - droit de la concurrence : ententes, abus de position dominante, contrôle des concentrations, règles applicables aux entreprises publiques, aides d'Etat aux entreprises privées ;
- d'établir des liens entre la jurisprudence et les éléments théoriques abordés.

#### **Capacités terminales**

*Extrait du dossier pédagogique inter-réseaux*

**Pour atteindre le seuil de réussite, l'étudiant sera capable de :**

*en disposant de la documentation ad hoc,*

- de décrire le rôle d'une institution européenne et une étape de la construction européenne ;
- de présenter et d'expliquer les règles et mécanismes juridiques fondamentaux applicables dans une situation choisie par le chargé de cours relatives aux points suivants :
  - citoyenneté européenne,
  - protection sociale,
  - libre circulation des personnes,
  - concurrence : ententes, abus de position dominante,
  - concurrence : règles applicables aux entreprises publiques,
  - concurrence : aides étatiques.

Pour la détermination du degré de maîtrise, il sera tenu compte des critères suivants :

- le degré de cohérence entre la démarche et la situation traitée,
- le recours judicieux aux textes légaux et réglementaires,
- le degré de rigueur dans le développement et l'argumentation juridiques.

**Bibliographie**

*Cette liste d'ouvrages est fournie à titre de références et n'est pas obligatoire au suivi du cours*

- BORCHARDT Klaus-Dieter, « L'ABC du droit de l'Union européenne », Office des publications de l'UE, 2010
- DONY Marianne, « Droit de l'Union européenne », sixième édition revue et augmentée, Références, ULB, 2015

**Personnel enseignant**

CORDIEZ Joffrey

**Méthodologie**

- Séquences de leçons
- Discussions & réflexions collectives

**Mode d'évaluation**

- Interrogation théorique sur les notions vues en classe
- Production d'un dossier (5 à 10 p.) relatif à l'étude juridique d'une politique européenne choisie parmi une liste de thèmes imposés (citoyenneté, concurrence, environnement, etc.)